



Mouvement politique des objecteurs de croissance

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

Après Copenhague 2009 : faire sécession politiquement pour construire une société meilleure

Communiqué du 2 mars 2010

Préalable

L'Assemblée générale du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC), réunie à Namur le 12 décembre 2009, a adopté une position sur le sommet de Copenhague et les logiques qui le sous-tendent.

Alors que ledit sommet était en cours, le mpOC avait décidé de critères qui lui auraient permis de juger de la qualité de l'accord qui aurait dû sortir de cette rencontre. Parmi ces critères : des objectifs de réductions drastiques de gaz à effets de serre, chiffrés et contraignants, une aide financière significative aux pays vulnérables et la garantie que les pays « riches » ne contrôlent pas entièrement l'utilisation de ces fonds.

Conscient que les mécanismes de croissance, de libre-échange et de compétition étaient les seules fausses-solutions présentées lors de ce sommet comme remède au mal dont ils sont pourtant l'origine, le Mouvement estimait très peu probable que cette grand-messe puisse déboucher sur un accord positif.

L'assemblée générale avait donc décidé que si l'accord issu de ce sommet était insuffisant, le Mouvement politique des objecteurs de croissance ferait « sécession politiquement ».

Le texte de positionnement politique ci-dessous est l'expression de cette décision.

Après Copenhague 2009 : faire sécession politiquement pour construire une société meilleure

Le sommet de Copenhague s'est clos sur un échec politique historique. Le monde entier attendait un accord contraignant organisant une décroissance des émissions de gaz à effets de serre suffisante, c'est-à-dire drastique, pour éviter l'emballement climatique. Un accord qui organise également la solidarité financière entre les pays industrialisés et les pays « en voie de développement ». Les représentants politiques du monde entier, chargés de conclure cet accord, ont échoué.

Cet échec est effroyable en regard des conséquences calamiteuses qu'il va avoir pour les millions de personnes qui souffrent déjà violemment des conséquences du bouleversement climatique. Il n'en était pas moins prévisible, pour au moins trois raisons.

La première est que les représentants des Etats participant à Copenhague n'y allaient de toute évidence pas pour sceller un accord mondial basé sur la coopération, sans laquelle il est impossible de trouver une issue à la crise climatique. Ils s'y rendaient par la force médiatique des choses, pour négocier le plus petit dénominateur commun et ne pas toucher à la sacro-sainte compétitivité de leur économie et de leurs industries. Dans ces conditions, seul un miracle aurait pu faire sortir les négociations de l'ornière.

La seconde raison pour laquelle l'échec était prévisible est que les mécanismes par lesquels les négociateurs proposent de donner une solution au bouleversement climatique sont à son origine ! Il s'agit des mécanismes du Marché, fantasmé comme pouvant se suffire à lui-même. Ainsi, les « mécanismes de développement propre », la « mise en œuvre conjointe » et le « système d'échange d'émissions », s'avèrent être contre-productifs. Chacun d'eux est sensé permettre de limiter les émissions de gaz à effets de serre en rendant économiquement favorables les investissements dans les secteurs industriels moins polluants. Il apparaît qu'ils sont avant tout des gisements à profits faciles pour les industries les plus irresponsables. A côté de ces mécanismes pervers, y avait-il autre chose susceptible d'équilibrer la balance ? Les négociations ne prévoyaient pas de remettre en question l'agriculture intensive, la commercialisation de l'eau, l'énergie nucléaire, l'exploitation des ressources fossiles par exemple, autant de secteurs qui sont pourtant au cœur de la crise climatique et des ravages sociaux auxquels elle est inextricablement liée. « *Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé* » déclarait Albert Einstein. Comment espérer trouver solution à la crise climatique qui est une conséquence logique de l'industrialisme et du tout-au-marché, avec des mécanismes qui par nature promeuvent l'industrialisme et qui créent de nouveaux marchés ?

La troisième raison, qui approfondit les deux premières, est que Copenhague était placé sous le signe du « développement durable », du « green deal » et de la « croissance verte ». Autant de concepts-menteurs destinés à entretenir la logique productiviste et capitaliste qui est à l'origine du bouleversement climatique. Prétendre comme l'ont fait les représentants des pays industrialisés qu'il est possible de réduire les émissions de gaz à effets de serre d'au moins 80% d'ici 2050¹ tout en maintenant et même en renforçant la croissance économique est une illusion dangereuse, un mensonge criminel.

Appliquant la même recette tout en prétendant pouvoir inverser la tendance, les responsables politiques² de Copenhague ne sont parvenus à rien créer de nouveau que malgré eux : l'ampleur de l'échec crée un point de rupture dans la malreprésentation. Force est en effet de constater que la diplomatie internationale n'assume pas sa mission politique et ne représente pas les citoyens du monde entier, *au point de mettre leur survie en péril et de menacer gravement la possibilité même de vivre en paix sur Terre*. Les politiques menées aux niveaux nationaux et régionaux, en Belgique notamment, ne sont pas meilleures : la même logique de croissance est aux commandes, les mêmes mauvais résultats, notamment en termes climatiques sont logiquement au rendez-vous.

Il n'est donc plus possible et encore moins raisonnable de faire confiance aux représentants de la classe politique actuelle qui défendent, activement ou passivement, directement ou indirectement, le dogme de la croissance économique et ses mises en œuvres.

Un nouveau paradigme, c'est à dire un changement de cap et une profonde mutation culturelle, est nécessaire. Il doit permettre d'organiser la décroissance de la production et de la consommation pour prendre la direction de sociétés soutenables, solidaires, responsables et libres. Aucune formation politique traditionnelle n'opte pourtant pour cette direction. L'impasse est complète et demande un sursaut de chacun, une mobilisation collective.

Considérant l'échec du sommet de Copenhague comme un point de rupture, le Mouvement politique des objecteurs de croissance choisit d'adopter l'attitude qui lui semble la plus responsable étant donné la gravité de la situation. Les membres du Mouvement décident de « faire sécession » politiquement, c'est à dire de retirer toute confiance dans les élus belges et européens qui ne dénoncent pas en paroles *et en actes* le dogme mortifère de la croissance économique infinie. Ils invitent chacune et chacun à retirer toute confiance en ces élus qui promeuvent ou défendent ce dogme et qui sont entièrement responsables de la part respective qui leur revient dans la « crise » actuelle et sa dimension climatique en particulier. « *Faire sécession* » politiquement, c'est opter pour une attitude de défiance à l'égard des élus qui entretiennent un système mortel, c'est réfuter qu'ils puissent représenter l'espoir d'une solution durable aux problèmes et défis d'aujourd'hui. Et c'est le faire savoir.

« *Faire sécession* » politiquement signifie également résister par le désistement à la mégamachine³, en renonçant et en refusant autant que possible d'entretenir la logique économique forcenée de la croissance et du « libre »-échange qui est alimentée par les gestes de la consommation quotidienne. Il ne s'agit pas de sortir de la société ou de se replier sur des identités étroites, mais au contraire de participer activement à la repolitisation du rapport des personnes au monde et à l'émergence d'alternatives concrètes et diverses. La solution au bouleversement climatique passe entre autres par la relocalisation de l'économie, et c'est cette voie que nous cultivons tout particulièrement.

Le Mouvement politique des objecteurs de croissance invite chacune et chacun à faire sécession :

- en choisissant chaque fois que possible les options qui n'alimentent pas le système destructeur qui détermine aujourd'hui la marche macabre de la société, notamment en consommant moins et en favorisant les productions locales de biens et services soutenables,
- en s'organisant politiquement pour faire émerger des solutions réalistes, praticables et heureuses, ici et maintenant.

L'échec politique historique de Copenhague constitue un double signal clair. D'abord, le primat de l'économie organisé par le dogme de la croissance est une impasse et ne peut lui-même créer les alternatives à son échec. Ensuite, dans leur écrasante majorité, les dirigeants ne parviennent pas et le plus souvent ne souhaitent pas faire l'effort de s'extraire d'un piège qu'ils ne cessent dès lors d'entretenir et de renforcer. Il est temps de faire sécession d'avec cette course folle et sans avenir pour pouvoir construire quelque chose de meilleur.

1 Il faudrait en réalité une diminution de 95% de ces gaz pour commencer à prendre nos responsabilités et éviter l'emballement du climat.

2 A quelques rares exceptions près dont Evo Morales, Président de la République de Bolivie, incarne une haute figure.

3 « La mégamachine. Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès », Serge Latouche, Paris, La Découverte, 2004.